

## TRADUCTION

## AUTORITE FLAMANDE

[C – 2016/36452]

**16 SEPTEMBRE 2016. — Arrêté du Gouvernement flamand portant octroi d'une intervention financière supplémentaire aux centres de soins et de logement du secteur public dans les limites de l'arrêté royal du 17 août 2007 pris en exécution des articles 57 et 59 de la loi-programme du 2 janvier 2001 concernant l'harmonisation des barèmes, l'augmentation des rémunérations et la création d'emplois dans certaines institutions de soins**

Le Gouvernement flamand,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, article 5, § 1<sup>er</sup>, II, 5<sup>o</sup>;

Vu l'arrêté royal du 17 août 2007 pris en exécution des articles 57 et 59 de la loi-programme du 2 janvier 2001 concernant l'harmonisation des barèmes, l'augmentation des rémunérations et la création d'emplois dans certaines institutions de soins;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, rendu le 9 juin 2016;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours adressée le 18 juillet 2016 au Conseil d'État en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, premier alinéa, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que l'avis n'a pas été communiqué dans ce délai;

Sur la proposition du Ministre flamand du Bien-Être, de la Santé publique et de la Famille;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 6, § 4, de l'arrêté royal du 17 août 2007 pris en exécution des articles 57 et 59 de la loi-programme du 2 janvier 2001 concernant l'harmonisation des barèmes, l'augmentation des rémunérations et la création d'emplois dans certaines institutions de soins, est ajouté un second alinéa, rédigé comme suit :

« A partir de la période de référence allant du 1<sup>er</sup> juillet 2015 au 30 juin 2016 inclus, dont le décompte final est établi en 2017, il est pourvu en une intervention supplémentaire pour le salarié ou le personnel statutaire visé à l'article 1<sup>er</sup>, 7<sup>o</sup>, b) et c), dans les institutions publiques, de 163,41 euros par ETP (indice 102,10 b-2004 = 100). Cette intervention supplémentaire ne fait pas partie du montant de l'intervention définitive visée au paragraphe 2, c). ».

**Art. 2.** Le Ministre flamand ayant l'assistance aux personnes dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 16 septembre 2016.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

G. BOURGEOIS

Le Ministre flamand du Bien-Être, de la Santé publique et de la Famille,

J. VANDEURZEN

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2016/27279]

**22 SEPTEMBRE 2016. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 28 avril 2016 relatif au Prêt Coup de Pouce**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 20;

Vu le décret du 28 avril 2016 relatif au Prêt Coup de Pouce, les articles 5, 7 et 10;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 3 juin 2016;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 septembre 2016;

Vu l'avis 59.597/2 du Conseil d'Etat, donné le 11 juillet 2016 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Définitions

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1<sup>o</sup> le décret : le décret du 28 avril 2016 relatif au Prêt Coup de Pouce;

2<sup>o</sup> la S.A. SOWALFIN : la Société wallonne de financement et de garantie des petites et moyennes entreprises, constituée par acte notarié du 23 septembre 1985, anciennement dénommée Financière Wallonne des P.M.I., reprise à la Banque Carrefour des Entreprises sous le numéro 0227.842.904 et dont le siège social est établi à 4000 Liège, Avenue Maurice Destenay, 13;

3<sup>o</sup> le Prêt Coup de Pouce : le contrat de prêt au sens de l'article 2 du décret du 28 avril 2016;

4<sup>o</sup> la Direction générale : la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie.

CHAPITRE II. — *Conclusion et procédure d'enregistrement du Prêt Coup de Pouce.*

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Le Prêt Coup de Pouce est établi au moyen du modèle repris à l'annexe I<sup>er</sup> complété par voie électronique à partir du site internet « [www.pretcoupdepouce.be](http://www.pretcoupdepouce.be) ».

Sans préjudice de l'article 5, le modèle visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> ne peut pas être modifié par les parties, aussi bien lors de la conclusion du contrat qu'en cours d'exécution de celui-ci.

§ 2. Le Prêt Coup de Pouce est établi en trois originaux revêtus de la signature manuscrite des deux parties, dont un est destiné à chaque partie et un est transmis à la SOWALFIN.

§ 3. Le prêteur adresse à la SOWALFIN une demande d'enregistrement du Prêt Coup de Pouce au moyen du modèle repris à l'annexe II, complété et signé, dans les trois mois suivants la date de remise des fonds ou de l'entrée en vigueur du présent arrêté, par envoi recommandé avec accusé de réception. En tout état de cause, l'envoi de la demande d'enregistrement ne peut être postérieur au 31 décembre 2017.

Le prêteur annexe à la demande d'enregistrement du Prêt Coup de Pouce :

1° un exemplaire original du contrat, complété et signé par les deux parties;

2° une copie de l'extrait de compte bancaire relatif au versement de la somme prêtée et dont le montant est repris dans le contrat;

3° une attestation sur l'honneur, établie conformément au modèle repris à l'annexe III, aux termes de laquelle le prêteur atteste du respect, à la date de la conclusion du prêt, de l'ensemble des conditions visées aux articles 3 et 4, § 1<sup>er</sup>, du décret du 28 avril 2016 ainsi que par son arrêté d'exécution et par laquelle il s'engage à informer la SOWALFIN, conformément à l'article 5, §§ 3 et 4, du décret du 28 avril 2016, de toute situation visée par ces dernières dispositions;

4° un extrait de la Banque Carrefour des Entreprises attestant de l'existence de l'emprunteur et mentionnant sa raison sociale, son siège social, la date de sa constitution, son numéro d'entreprise, sa forme juridique, son ou ses lieux d'établissement en Région wallonne et la nature de ses activités;

5° si l'emprunteur est une personne morale, la copie du ou des documents publiés aux annexes au *Moniteur belge*, démontrant que le signataire du contrat est effectivement habilité, le cas échéant au travers de plusieurs structures successives, à engager celle-ci.

§ 4. La SOWALFIN adresse la demande émise conformément au paragraphe 3 et ses annexes à la Direction générale, dans les dix jours ouvrables suivants la réception de celle-ci.

La Direction générale procède à la vérification et au contrôle de l'ensemble des conditions posées par le décret du 28 avril 2016 dans le mois suivant l'envoi visé à l'alinéa précédent.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Les prêts dont la demande d'enregistrement est renvoyée dans le délai visé à l'article 2, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, et à laquelle sont jointes les annexes requises à l'article 2, § 3, alinéa 2, sont, sauf avis contraire de la Direction générale adressé à la SOWALFIN avant l'expiration du délai prévu à l'article 2, § 4, alinéa 2, enregistrés par cette dernière dans les deux mois suivant la réception de la demande d'enregistrement.

L'enregistrement consiste en l'attribution au Prêt Coup de Pouce d'une référence d'enregistrement, comportant un numéro d'identification séquentiel et individuel ainsi que la date de l'enregistrement.

§ 2. La SOWALFIN notifie la référence de l'enregistrement au prêteur et à la Direction générale par envoi recommandé avec accusé de réception ou au moyen d'une correspondance électronique.

La notification visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est effectuée à l'adresse postale ou à l'adresse courriel du prêteur, mentionnée dans la demande d'enregistrement, ou, en cas de changement d'adresse, à la nouvelle adresse que le prêteur a préalablement notifiée à la SOWALFIN par envoi recommandé avec accusé de réception.

§ 3. Lorsque l'enregistrement n'est pas octroyé, la SOWALFIN en informe le prêteur et la Direction générale, dans le délai visé au paragraphe 1<sup>er</sup> et selon les modalités visées au paragraphe 2. En cas d'avis contraire de la Direction générale, copie de cet avis est annexé à cette notification.

**Art. 4.** Les parties au Prêt Coup de Pouce informent la SOWALFIN, par envoi recommandé avec accusé de réception, de toute modification d'adresse postale, d'adresse de courriel, ou de coordonnées bancaires dans les trois mois de celle-ci.

CHAPITRE III. — *Appel par anticipation du prêt Coup de Pouce*

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Dans les hypothèses visées à l'article 4, § 2, du décret du 28 avril 2016, le prêteur rend le prêt callable par anticipation en informant l'emprunteur par envoi recommandé avec accusé de réception.

§ 2. Lorsque le prêt est rendu callable par anticipation, en application de l'article 4, § 2, du décret du 28 avril 2016, le prêteur en informe la SOWALFIN, par envoi recommandé avec accusé de réception, dans les trois mois de la survenance de l'événement qui en est à l'origine. Cette notification mentionne la référence de l'enregistrement du prêt.

La SOWALFIN en accuse réception vis-à-vis du prêteur, dans le mois à compter de la réception de cette notification, par lettre ou au moyen d'une correspondance électronique mentionnant la référence de l'enregistrement, et en informe simultanément la Direction générale selon des modalités identiques et dans le même délai.

CHAPITRE IV. — *Non-respect des conditions relatives au Prêt Coup de Pouce*

**Art. 6.** Lorsqu'il ne remplit plus l'une des conditions visées aux articles 3 et 4, § 1<sup>er</sup>, du décret du 28 avril 2016, le prêteur le notifie à la SOWALFIN, par envoi recommandé avec accusé de réception, dans les trois mois de la survenance de l'événement à l'origine du non-respect de la condition. Cette notification mentionne la référence d'enregistrement du prêt.

La SOWALFIN en accuse réception vis-à-vis du prêteur, dans le mois de la réception de la notification, par lettre ou au moyen d'une correspondance électronique mentionnant la référence de l'enregistrement, et en informe simultanément la Direction générale selon des modalités identiques et dans le même délai.

CHAPITRE V. — *Justification annuelle et contrôle*

**Art. 7.** Pour chaque année au cours de laquelle il revendique le bénéfice du crédit d'impôt, le prêteur mentionne, dans les cases prévues à cet effet dans sa déclaration à l'impôt sur les revenus, les montants prêtés en vertu d'un ou plusieurs Prêts Coup de Pouce enregistrés, déduction faite des éventuels remboursements anticipés intervenus dans l'une des hypothèses visées à l'article 4, § 2, du décret du 28 avril 2016 durant cette période imposable, ainsi que la date de remise du ou des fonds du ou des Prêts Coup de Pouce.

Par ailleurs, le prêteur tient à la disposition du Service public fédéral Finances, pour chaque année au cours de laquelle il revendique le bénéfice du crédit d'impôt :

1° la demande d'enregistrement et les annexes visées à l'article 2, § 3, ainsi que la notification visée à l'article 3, § 2;

2° l'extrait de compte bancaire attestant du paiement annuel, par l'emprunteur au prêteur, des intérêts du prêt;

3° une attestation sur l'honneur, émise annuellement par l'emprunteur, établie conformément au modèle repris à l'annexe IV, aux termes de laquelle l'emprunteur atteste du versement des intérêts annuels du prêt, et du montant de ceux-ci, tels que renseignés à l'extrait bancaire visé au 2°, ainsi que du respect, au cours de l'année concernée, de l'ensemble des conditions posées aux articles 3 et 4, § 1<sup>er</sup>, du décret du 28 avril 2016 ainsi que par son arrêté d'exécution;

4° à partir de l'année au cours de laquelle le Prêt Coup de Pouce a été rendu callable par anticipation conformément à l'article 4, § 2, du décret du 28 avril 2016, la copie de l'envoi recommandé visé à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, à laquelle est jointe le récépissé d'envoi et l'accusé de réception.

Concernant le 2°, l'extrait de compte bancaire n'est pas requis si, au cours de l'année considérée, aucun intérêt n'a été effectivement versé au prêteur.

Concernant le 3°, l'attestation n'est pas requise si, au cours de l'année concernée, l'emprunteur s'est trouvé dans une des situations visées à l'article 4, § 2, du décret du 28 avril 2016 ou qu'il ne dispose plus ni de son siège social, ni d'un siège d'exploitation sur le territoire de la Région wallonne.

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. Les parties communiquent, par écrit, à toute réquisition des agents visés au paragraphe 2, dans le mois à compter du troisième jour ouvrable qui suit l'envoi de la demande, tous renseignements et, sans déplacement, tous documents attestant que les conditions à l'octroi et au maintien du crédit d'impôt visé à l'article 8 du décret du 28 avril 2016 sont remplies.

Le délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> peut être prorogé pour de justes motifs.

§ 2. L'inspecteur général du Département de la Fiscalité générale de la Direction générale ou le fonctionnaire délégué par lui, peut requérir des parties les renseignements et documents visés au paragraphe 1<sup>er</sup>.

Il peut déléguer ces compétences à d'autres fonctionnaires de l'administration.

§ 3. En cas d'absence de l'inspecteur général du Département de la Fiscalité générale de la Direction générale ou du fonctionnaire qui exerce cette fonction, et du fonctionnaire éventuellement délégué par lui pour exercer les compétences du paragraphe 1<sup>er</sup>, le fonctionnaire absent est remplacé par le fonctionnaire désigné :

1° soit par le directeur général de la Direction générale ou le fonctionnaire qui exerce cette fonction;

2° soit, en cas d'absence du fonctionnaire visé au 1°, par l'un des autres inspecteurs généraux de la Direction générale ou le fonctionnaire qui exerce cette fonction, dans l'ordre suivant :

a) soit l'inspecteur général du Département du Recouvrement de la Direction générale ou le fonctionnaire qui exerce cette fonction;

b) soit l'inspecteur général du Département de la Fiscalité des véhicules de la Direction générale ou le fonctionnaire qui exerce cette fonction;

3° soit, en cas d'absence des fonctionnaires visés aux 1° et 2° ci-avant, par le Ministre qui a les Finances dans ses attributions.

CHAPITRE VI. — *Dispositions finales*

**Art. 9.** Entrent en vigueur le 30 septembre 2016 :

1° le décret du 28 avril 2016 relatif au Prêt Coup de Pouce;

2° le présent arrêté.

**Art. 10.** Le Ministre de l'Economie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 22 septembre 2016.

Le Ministre-Président,  
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique,  
J.-C. MARCOURT

## ANNEXE I — MODELE OBLIGATOIRE DE CONVENTION « PRET COUP DE POUCE »

Art. 2, §1<sup>er</sup>, alinéa 1er, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 septembre 2016

## CONTRAT DE PRET « COUP DE POUCE »

(Décret du 28 avril 2016)

*Le présent contrat constitue le modèle établi en vertu du décret wallon du 28 avril 2016 et de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 février 2016.*

*Aux fins de l'octroi de la mesure fiscale visée par ledit décret, les parties ne sont pas autorisées à y apporter de modifications, ni à employer un autre modèle.*

**ENTRE, D'UNE PART :**

Le prêteur (1) :

.....

.....

.....

*[pour un prêteur : nom, prénom, rue et numéro, code postal et commune, numéro du registre national, adresse e-mail]*

*ci-après dénommé « le prêteur »*

**ET, D'AUTRE PART :**

L'emprunteur (2) :

.....

.....

.....

*[pour un emprunteur qui est un indépendant : nom, prénom, rue et numéro, code postal et commune, numéro du registre national, adresse e-mail, l'adresse du siège d'exploitation en Wallonie et le numéro d'inscription à la Banque Carrefour des Entreprises]*

*[pour un emprunteur qui est une personne morale : nom de la personne morale, forme juridique et adresses du siège social et du siège d'exploitation en Wallonie, adresse e-mail, numéro d'inscription à la Banque Carrefour des Entreprises, suivi du nom, prénom, rue et numéro, code postal et commune, numéro du registre national et de la qualité des personnes représentant la personne morale lors de la conclusion du prêt « coup de pouce ».] (3)*

*ci-après dénommé « l'emprunteur »*

*Désignées ensemble, « les Parties » et individuellement « la Partie »;*

**IL EST CONCLU UN CONTRAT DE PRÊT ASSORTI DES CONDITIONS SUIVANTES :**

Article 1<sup>er</sup> – Objet du contrat

Le prêteur accorde à l'emprunteur, qui accepte, un prêt, d'un montant en principal de ..... euros (4) (..... €) (5) et ce conformément aux modalités définies au présent contrat, sans préjudice des conditions posées par le décret du 28 avril 2016 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 septembre 2016.

N.B. : Le montant du prêt « coup de pouce » (6) ainsi que le montant cumulé de plusieurs « prêts coup de pouce » ne peuvent pas être supérieurs à 50.000 EUR par prêteur.

Le montant du « prêt coup de pouce » ainsi que le montant cumulé de plusieurs « prêts coup de pouce » ne peuvent pas être supérieurs à 100.000 EUR par emprunteur.

## Article 2 – Destination du prêt

Le présent prêt est destiné à .....

.....

.....

.....

N.B. : L'article 6 du décret du 28 avril 2016 impose que l'emprunteur affecte les fonds prêtés dans le cadre du prêt Coup de Pouce exclusivement à la réalisation de l'activité de son entreprise, à l'exclusion de toute affectation à des fins privées.

L'emprunteur ne peut pas prêter les fonds empruntés à une personne morale, existante ou à constituer, dont lui-même, son conjoint ou son cohabitant légal est associé, actionnaire, administrateur, gérant, délégué à la gestion journalière ou détenteur d'un mandat similaire au sein de cette personne morale.

L'emprunteur ne peut pas investir les fonds empruntés dans le capital d'une personne morale, existante ou à constituer, dont lui-même, son conjoint ou son cohabitant légal est associé, actionnaire, administrateur, gérant, délégué à la gestion journalière ou détenteur d'un mandat similaire au sein de cette personne morale.

L'emprunteur ne peut utiliser les fonds empruntés pour une distribution de dividendes ou pour l'acquisition d'actions ou parts, ni pour consentir des prêts.

## Article 3 – Libération des fonds prêtés

Le prêteur affirme avoir versé à l'emprunteur, qui le reconnaît, le montant prêté en principal. A cet égard, copie d'un extrait de compte probant est joint à la demande d'enregistrement.

Le défaut de cette pièce probante prive le prêteur du bénéfice de la mesure fiscale organisée par le décret.

## Article 4 – Entrée en vigueur et durée

La date de conclusion du présent prêt est celle du versement par le prêteur à l'emprunteur du montant prêté en principal, telle qu'elle ressort de l'extrait de compte bancaire.

La durée du prêt est fixée à 4 (quatre) ans / 6 (six) ans / 8 (huit) ans (7) à compter de la date de sa conclusion.

## Article 5 – Intérêts

Le présent prêt est productif d'un intérêt fixe annuel de ..... pour cent (...%)

N.B. Le taux convenu ne peut être supérieur au taux légal en vigueur à la date de conclusion du prêt, ni inférieur à la moitié de ce taux légal.

L'emprunteur a l'obligation légale de déduire du montant des intérêts versés au prêteur le précompte mobilier dû sur ceux-ci afin de verser cette somme directement au S.P.F. – FINANCES.

Les intérêts seront versés annuellement par l'emprunteur au prêteur, au moyen d'un virement bancaire, à la date anniversaire de la conclusion du prêt.

## Article 6 – Remboursement du prêt

L'emprunteur s'engage à rembourser le montant prêté en principal, en une fois, à la date de son échéance, telle que stipulée à l'article 4.

Aucun remboursement anticipé, total ou partiel, n'est autorisé, à moins que celui-ci n'intervienne dans le strict cadre des hypothèses visées à l'article 4, § 2, du décret du 28 avril 2016.

Lorsque, dans les hypothèses reprises à l'article 4, § 2, du décret du 28 avril 2016, le prêteur choisit de rendre le prêt callable par anticipation, il en informe l'emprunteur par lettre recommandée à la Poste avec accusé de réception. Le prêteur en informe ensuite la SOWALFIN, par envoi recommandé avec accusé de réception, dans les trois mois de la survenance de l'événement qui est à l'origine de la dénonciation du prêt.

## Article 7 – Versements

Tout versement devant être effectué au profit du prêteur en vertu du présent contrat sera réalisé sur le compte bancaire ouvert par celui-ci sous le numéro IBAN ....., auprès de la banque .....

Tout versement devant être effectué au profit de l'emprunteur en vertu du présent contrat sera réalisé sur le compte bancaire ouvert par celui-ci sous le numéro IBAN ....., auprès de la banque .....

## Article 8 – Subordination

Le présent prêt est subordonné tant aux dettes dont l'emprunteur est déjà redevable au moment de sa conclusion qu'à ses dettes futures (8).

## Article 9 – Déclarations communes – Engagement particulier de l'emprunteur

Les Parties déclarent que les énonciations du présent contrat sont sincères, véritables et complètes.

Le prêteur et l'emprunteur déclarent, chacun en ce qui le concerne, qu'ils ont connaissance, de l'ensemble des conditions posées par le décret du 28 avril 2016 et l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 septembre 2016, qu'ils les remplissent, et qu'ils continueront à les remplir durant toute la durée du présent prêt.

Dans ce contexte, l'emprunteur s'engage à adresser une attestation au prêteur, au plus tard le 31 janvier de chaque année, confirmant qu'il remplissait, au cours de l'année précédente, l'ensemble des conditions dont question ci-dessus. Ladite attestation émise par l'emprunteur doit également mentionner le montant des intérêts versés par l'emprunteur au prêteur pendant l'année écoulée.

## Article 10 – Compensation

Les Parties renoncent à se prévaloir du bénéfice d'une quelconque compensation en ce qui concerne la relation juridique née du présent prêt.

## Article 11 – Exhaustivité

Le présent contrat constitue la totalité des accords conclus entre les Parties, relatifs à l'objet des présentes. Il remplace et annule tout autre accord antérieur, verbal ou écrit, qui serait intervenu entre Parties sur le même objet.

## Article 12 – Incessibilité

Sans préjudice des hypothèses réservées par le décret du 28 avril 2016 relatif au « prêt coup de pouce », et ses arrêtés d'exécution, ni le présent contrat de prêt, ni les droits et obligations qui y sont attachés, ne peuvent être cédés, entièrement ou partiellement, à des tiers.

## Article 13 – Capacité des Parties

Les Parties déclarent et garantissent qu'elles sont capables et habilitées à conclure le présent contrat et à exécuter l'ensemble des obligations qui en découlent.

## Article 14 – Notifications

Pour les besoins de la présente convention, chaque Partie fait élection de domicile à son siège social statutaire ou à son domicile légal tel que renseigné en tête des présentes.

## Article 15 – Juridictions compétentes

L'ensemble des litiges relatifs à l'interprétation, l'exécution et la validité du présent contrat seront soumis à la compétence des juridictions de l'arrondissement du domicile de l'emprunteur.

## Article 16 – Droit applicable

Le présent contrat de prêt est soumis au droit belge.

Fait à . . . . . le . . . . . en trois exemplaires originaux, dont un est destiné à chaque Partie et un devant être transmis dans le cadre de la demande d'enregistrement du « Prêt Coup de Pouce » à l'instance désignée par arrêté du Gouvernement wallon.

Signatures :

Pour le prêteur

Pour l'emprunteur

\_\_\_\_\_  
Note

(1) Au sens des articles 2 et 3 du décret du 28 avril 2016.

(2) Au sens des articles 2 et 3 du décret du 28 avril 2016.

(3) Une copie de l'extrait de l'inscription à la BCE doit être, sous peine de perte de la mesure fiscale concédée par le décret, annexée à la demande d'enregistrement du prêt.

(4) Montant du prêt en toutes lettres.

(5) Montant du prêt en chiffres.

(6) Au sens du décret du 28 avril 2016.

(7) Le choix de la durée doit être opéré en biffant les mentions inutiles.

(8) Ainsi, en cas de concours entre les créanciers de l'emprunteur avant la fin de la durée du prêt, la créance du prêteur ne sera honorée qu'après paiement de celle des autres créanciers. Il ne sera traité sur un pied d'égalité qu'avec les autres créanciers subordonnés, s'il en existe, et notamment sans y être limité, avec tous les autres créanciers qui ont conclu un Prêt Coup de Pouce, que leur prêt soit né avant ou après la conclusion du présent prêt. Le caractère subordonné ne concerne que le montant en principal et non les intérêts.

## Annexe II – DEMANDE D'ENREGISTREMENT

Art. 2, § 3, alinéa 1er, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 septembre 2016

	SOWALFIN SA Avenue Maurice Destenay, 13 B – 4000 LIEGE Belgique <b>Par courrier recommandé avec accusé de réception</b>
--	---

Madame, Monsieur,

Objet : Prêt Coup de Pouce (Décret du 28 avril 2016) - Demande d'enregistrement

Veillez trouver ci-joint, dûment complétée et signée, la demande d'enregistrement de Prêt Coup de Pouce établie en vertu de l'article 5, §2, du décret du 28 avril 2016 et de l'article 2, § 3, de l'arrêté du Gouvernement du 22 septembre 2016, accompagnée des annexes suivantes :

- un des trois exemplaires originaux du contrat de prêt établi selon le modèle prescrit par l'arrêté du Gouvernement du 22 septembre 2016, complété et signé par les deux parties;

- une copie de l'extrait de compte bancaire relatif au versement de la somme prêtée et dont le montant est repris dans le contrat de prêt;

- une attestation sur l'honneur établie par le prêteur, selon le modèle prescrit par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 septembre 2016 confirmant le respect, à la date de conclusion du prêt, de l'ensemble des conditions visées aux articles 3 et 4, § 1er, du décret du 28 avril 2016, ainsi que par son arrêté d'exécution, et par laquelle il s'engage à informer la SOWALFIN, conformément à l'article 5, §§ 3 et 4, du décret du 28 avril 2016, de toute situation visée par ces dernières dispositions;

- un extrait de la Banque Carrefour des Entreprises attestant de l'existence de l'emprunteur et mentionnant sa raison sociale, son siège social, la date de sa constitution, son numéro d'entreprise, sa forme juridique, son ou ses lieu(x) d'établissement en Région wallonne et la nature de ses activités;

- lorsque l'emprunteur est une personne morale, la copie du ou des documents publiés aux Annexes du *Moniteur belge*, démontrant que le signataire du contrat est effectivement habilité, le cas échéant au travers de plusieurs structures successives, à engager celle-ci.

Toute correspondance afférente à la présente demande est considérée par les parties au contrat comme valablement effectuée aux adresses suivantes.

Pour l'emprunteur :

- adresse postale :

(prénom, nom, rue, n°, code postal, localité)

- adresse électronique valide :

Pour le prêteur :

- adresse postale :

(prénom, nom, rue, n°, code postal, localité)

- adresse électronique valide :

Je vous souhaite bonne réception de la présente.

Fait à ....., le .....

*Prénom, Nom, Adresse domicile légal, N° national du prêteur,*

*Signature du prêteur*

**Annexe III - ATTESTATION SUR L'HONNEUR DU PRÊTEUR**

**Art. 2, §3, alinéa 2, 3°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 septembre 2016**

Je soussigné, ..... (nom, prénom),  
 repris au Registre national sous le numéro .....  
 domicilié à .....  
 Certifie sur l'honneur que je respecte, à la date de la conclusion du contrat de prêt consenti à .....  
 ..... (nom, prénom,

domicile et numéro de Registre national en cas de personne physique; dénomination sociale, siège social et numéro de B.C.E. en cas de personne morale), et auquel la présente attestation est annexée, l'ensemble des conditions posées aux articles 3 et 4, § 1er, du décret du 28 avril 2016 ainsi que par ses arrêtés d'exécution.

Je m'engage à informer la SOWALFIN, conformément à l'article 5, §§ 3 et 4, du décret du 28 avril 2016, de toute situation visée par ces dernières dispositions.

Fait en date du ..... à .....

Le prêteur

Madame/Monsieur .....

(signature)

**Annexe IV - ATTESTATION SUR L'HONNEUR ANNUELLE DE L'EMPRUNTEUR**

**Art. 7, alinéa 2, 3°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 septembre 201**

Je soussigné, .....  
 .....  
 .....  
 .....  
 ..... (nom, prénom,

domicile et numéro de Registre national en cas de personne physique; dénomination sociale, siège social, numéro de B.C.E. et identité de la personne représentant valablement l'emprunteur en cas de personne morale).

Certifie sur l'honneur :

- avoir conclu un contrat de prêt en qualité d'emprunteur avec .....
- ..... (nom, prénom,

et numéro de Registre national), prêteur, le ..... (date de remise des fonds), ce prêt ayant été enregistré sous le numéro.....;

- avoir effectivement payé les intérêts annuels, d'un montant de ..... euros, durant l'année .....

- avoir respecté, au cours de la même année, l'ensemble des conditions posées aux articles 3 et 4, §1er, du décret du 28 avril 2016 et de ses arrêtés d'exécution;

Fait en date du ..... à .....

L'emprunteur

Madame/Monsieur .....

(signature)

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2016/27279]

22 SEPTEMBER 2016 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Ausführung des Dekrets vom 28. April 2016  
"Coup de Pouce" (Anschubdarlehen)

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, insbesondere des Artikels 20;

Aufgrund des Dekrets vom 28. April 2016 "Coup de Pouce" (Anschubdarlehen), Artikel 5, 7 und 10;

Aufgrund des am 3. Juni 2016 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 22. September 2016 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 11. Juli 2016 in Anwendung von Artikel 84, § 1, Absatz 1 Ziffer 2° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatrates Nr. 59.597/2;

Auf Vorschlag des Ministers für Wirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Definitionen*

**Artikel 1** - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° das Dekret: das Dekret vom 28. April 2016 "Coup de Pouce" (Anschubdarlehen);

2° die "S.A. SOWALFIN": die durch notarielle Urkunde vom 23. September 1985 gegründete Wallonische Finanzierungs- und Garantiesellschaft der Klein- und Mittelbetriebe, früher "Financière wallonne des P.M.I." genannt, bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen unter der Nummer 0227.842.904 eingetragen und mit Gesellschaftssitz in 4000 Lüttich, Avenue Maurice Destenay 13;

3° das "Coup de pouce"-Darlehen: der Darlehensvertrag im Sinne von Artikel 2 des Dekrets vom 28. April 2016;

4° die Generaldirektion: die operative Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie.

KAPITEL II — *Abschluss und Registrierungsverfahren des "Coup de pouce"-Darlehens*

**Art. 2** - § 1. Das "Coup de pouce"-Darlehen wird anhand des in Anhang I festgelegten Musters, das auf elektronischen Weg ab der Internetseite "[www.pretcoupdepouce.be](http://www.pretcoupdepouce.be)" ausgefüllt wird, abgeschlossen.

Unbeschadet von Artikel 5 darf das in Absatz 1 genannte Muster von den Parteien nicht abgeändert werden, sei es bei dem Abschluss des Vertrags oder im Laufe dessen Ausführung.

§ 2. Das "Coup de pouce"-Darlehen wird in drei Originalausfertigungen mit der handschriftlichen Unterzeichnung der beiden Parteien erstellt, von denen eine für jede Partei bestimmt ist und eine der SOWALFIN übermittelt wird.

§ 3. Der Darlehensgeber richtet an die SOWALFIN anhand des in Anhang II festgelegten, ausgefüllten und unterschriebenen Musters innerhalb von drei Monaten nach dem Datum der Zurverfügungstellung der Gelder oder des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses per Einschreiben mit Empfangsbestätigung einen Antrag auf Registrierung des "Coup de pouce"-Darlehens. Unter allen Umständen kann der Versand des Antrags auf Registrierung nicht nach dem 31. Dezember 2017 erfolgen.

Der Darlehensgeber fügt dem Antrag auf Registrierung des "Coup de pouce"-Darlehens Folgendes bei:

1° eine von den beiden Parteien ausgefüllte und unterschriebene Originalausfertigung des Vertrags;

2° eine Abschrift des Bankauszugs bezüglich der Einzahlung der geliehenen Summe, deren Betrag in dem Vertrag angegeben wird;

3° eine gemäß dem in dem Anhang III festgelegten Muster ausgefertigte Ehrenworterklärung, nach welcher der Darlehensgeber die Einhaltung am Datum des Darlehensabschlusses der gesamten in den Artikeln 3 und 4 § 1 des Dekrets vom 28. April 2016 sowie in seinem Ausführungserlass erwähnten Bedingungen bescheinigt, und durch welche er sich verpflichtet, die SOWALFIN gemäß Artikel 5 §§ 3 und 4 des Dekrets vom 28. April 2016 über jeden Zustand in Zusammenhang mit diesen Bestimmungen zu informieren;

4° eine Bescheinigung der Zentralen Datenbank der Unternehmen zur Bestätigung der Tatsache, dass der Darlehensnehmer tatsächlich existiert, unter Angabe seines Gesellschaftsnamens, Gesellschaftssitzes, des Datums seiner Gründung, seiner Betriebsnummer, seiner Rechtsform, seines bzw. seiner Niederlassungsort(e) in der Wallonischen Region und der Art seiner Tätigkeiten;

5° wenn der Darlehensnehmer eine juristische Person ist, eine Kopie der in den Anhängen des Belgischen Staatsblatt veröffentlichten Unterlage(n), zum Nachweis dessen, dass der Unterzeichner des Vertrags ggf. mittels mehrerer aufeinanderfolgender Strukturen tatsächlich befugt ist, diese zu verpflichten.

§ 4. Die SOWALFIN richtet den gemäß § 3 eingereichten Antrag und dessen Anhänge an die Generaldirektion innerhalb von zehn Werktagen nach dessen Empfangs.

Die Generaldirektion überprüft und kontrolliert die gesamten durch das Dekret vom 28. April 2016 auferlegten Bedingungen innerhalb des Monats nach der in dem vorigen Absatz erwähnten Versand.



**Art. 3 - § 1.** Die Darlehen, deren Antrag auf Registrierung innerhalb der in Artikel 2 § 3 Absatz 1 genannten Frist samt den gemäß Artikel 2 § 3 Absatz 2 erforderlichen Anhängen zugeschiedt wird, werden, außer bei anderslautendem Gutachten der Generaldirektion an die SOWALFIN vor dem Ablauf der in Artikel 2 § 4 Absatz 2 genannten Frist, und werden von Letzterer innerhalb von zwei Monaten nach Erhalt des Antrags auf Registrierung registriert.

Die Registrierung besteht darin, dass dem "Coup de pouce"-Darlehen eine Registrierungsreferenz mit einer sequenziellen und individuellen Erkennungsnummer sowie mit dem Registrierungsdatum zugeteilt wird.

§ 2. Die SOWALFIN teilt dem Darlehensgeber die Registrierungsreferenz und der Generaldirektion per Einschreiben mit Empfangsbestätigung oder durch elektronische Post mit.

Die in Absatz 1 genannte Mitteilung erfolgt an die Postanschrift oder an die Mailanschrift des Darlehensgebers, die in dem Antrag auf Registrierung angegeben ist, oder bei Änderung der Anschrift, an die neue Anschrift, die vorher von dem Darlehensgeber der SOWALFIN per Einschreiben mit Empfangsbestätigung mitgeteilt worden ist.

§ 3. Wenn die Registrierung nicht erteilt wird, informiert die SOWALFIN den Darlehensgeber und die Generaldirektion innerhalb der in § 1 genannten Frist und nach den in § 2 erwähnten Modalitäten darüber. Bei anderslautendem Gutachten der Generaldirektion wird eine Kopie dieses Gutachtens dieser Mitteilung beigefügt.

**Art. 4 -** Die Vertragsparteien des "Coup de pouce"-Darlehens informieren die SOWALFIN per Einschreiben mit Empfangsbestätigung über jede Änderung der Post- oder Mailanschrift oder der Bankangaben innerhalb von drei Monaten dieser Änderung.

#### KAPITEL III — Vorzeitiger Abruf des "Coup de pouce"-Darlehens

**Art. 5 - § 1.** In den in Artikel 4 § 2 des Dekrets vom 28. April 2016 genannten Hypothesen macht der Darlehensgeber das Darlehen vorzeitig abrufbar und informiert den Darlehensnehmer per Einschreiben mit Empfangsbestätigung.

§ 2. Wenn das Darlehen in Anwendung von Artikel 4 § 2 des Dekrets vom 28. April 2016 vorzeitig abrufbar gemacht wird, benachrichtigt der Darlehensgeber die SOWALFIN per Einschreiben mit Empfangsbestätigung innerhalb von drei Monaten nach dem Eintreten des Ereignisses, das diesen Zustand verursacht hat. In dieser Mitteilung wird die Referenz der Registrierung des Darlehens angegeben.

Die SOWALFIN bestätigt dem Darlehensgeber den Empfang innerhalb eines Monats ab dem Empfang dieser Mitteilung, per Post oder auf elektronischem Weg, unter Angabe der Registrierungsreferenz, und informiert gleichzeitig die Generaldirektion nach den gleichen Modalitäten und innerhalb der gleichen Frist.

#### KAPITEL IV — Nichtbeachtung der Bedingungen bezüglich des "Coup de pouce"-Darlehens

**Art. 6 -** Wenn er eine der in den Artikeln 3 und 4 § 1 des Dekrets vom 28. April 2016 erwähnten Bedingungen nicht mehr erfüllt, benachrichtigt der Darlehensgeber die SOWALFIN per Einschreiben mit Empfangsbestätigung innerhalb von drei Monaten nach dem Eintreten des Ereignisses, auf das die Nichteinhaltung der Bedingungen zurückzuführen ist. In dieser Mitteilung wird die Referenz der Registrierung des Darlehens angegeben.

Die SOWALFIN bestätigt dem Darlehensgeber den Empfang innerhalb eines Monats ab dem Empfang dieser Mitteilung, per Post oder auf elektronischem Weg, unter Angabe der Registrierungsreferenz, und informiert gleichzeitig die Generaldirektion nach den gleichen Modalitäten und innerhalb der gleichen Frist.

#### KAPITEL V — Jährlicher Nachweis und Kontrolle

**Art. 7 -** Für jedes Jahr, im Laufe dessen er seinen Anspruch auf die Steuergutschrift geltend machen will, gibt der Darlehensgeber in den zu diesem Zweck vorgesehenen Feldern seiner Einkommensteuererklärung die aufgrund eines oder mehrerer registrierten "Coup de pouce"-Darlehen ausgiehene Beträge, abzüglich der vorzeitigen Rückzahlungen, die ggf. in einer der in Artikel 4 § 2 des Dekrets vom 28. April 2016 erwähnten Hypothesen während dieses Besteuerungszeitraums getätigt worden sind, sowie das Datum der Zurverfügungstellung der Gelder des bzw. der "Coup de pouce"-Darlehen, an.

Außerdem hält der Darlehensgeber die folgenden Unterlagen zur Verfügung des Föderalen Öffentlichen Dienstes Finanzen für jedes Jahr, im Laufe dessen er den Anspruch auf die Steuergutschrift geltend macht:

1° der Registrierungsantrag und die Anhänge im Sinne von Artikel 2 § 3, sowie die in Artikel 3 § 2 erwähnte Mitteilung;

2° der Bankauszug zur Bescheinigung, dass der Darlehensnehmer dem Darlehensgeber die Zinsen des Darlehens jährlich bezahlt;

3° eine Ehrenworterklärung, die gemäß dem in Anhang IV angegebenen Muster jährlich vom Darlehensnehmer erstellt wird, nach welcher der Darlehensnehmer die Zahlung der jährlichen Zinsen des Darlehens und deren in dem in Ziffer 2° erwähnten Bankauszug angegebenen Betrag, sowie die Einhaltung im Laufe des betroffenen Jahres der gesamten Bedingungen von den Artikeln 3 und 4 § 1 des Dekrets vom 28. April 2016 und seines Ausführungserlasses bescheinigt;

4° ab dem Jahr, im Laufe dessen das "Coup de pouce"-Darlehen gemäß Artikel 4 § 2 des Dekrets vom 28. April 2016 vorzeitig abrufbar gemacht worden ist, die Kopie des in Artikel 5 § 1 genannten Einschreibebriefs, dem die Versandbescheinigung und die Empfangsbestätigung beigefügt wird.

Was Ziffer 2° betrifft, ist der Bankauszug nicht erforderlich, wenn im Laufe des betroffenen Jahres dem Darlehensgeber tatsächlich keine Zinsen gezahlt wurden.

Was Ziffer 3° betrifft, ist die Bescheinigung nicht erforderlich, wenn sich im Laufe des betroffenen Jahres der Darlehensnehmer in einem der in Artikel 4 § 2 des Dekrets vom 28. April 2016 erwähnten Zustände befunden hat, oder wenn er weder über seinen Gesellschaftssitz noch über einen Betriebssitz auf dem Gebiet der Wallonischen Region mehr verfügt.

**Art. 8 - § 1.** Die Parteien übermitteln schriftlich auf jede Aufforderung der in § 2 genannten Bediensteten innerhalb des Monats ab dem dritten Werktag, der auf den Versand des Antrags folgt, jede Auskunft und an Ort und Stelle jede Unterlage zur Bescheinigung, dass die Bedingungen für die Gewährung und die Beibehaltung der in Artikel 8 des Dekrets vom 28. April 2016 genannten Steuergutschrift erfüllt sind.

Die in Absatz 1 genannte Frist kann aus berechtigten Gründen verlängert werden.

§ 2. Der Generalinspektor der Abteilung Allgemeines Steuerwesen der Generaldirektion oder der von ihm beauftragte Beamte kann von den Parteien die in § 1 erwähnten Auskünfte und Unterlagen verlangen.

Er kann diese Befugnisse anderen Beamten der Verwaltung übertragen.

§ 3. Ist der Generalinspektor der Abteilung Allgemeines Steuerwesen der Generaldirektion oder der Beamte, der diese Funktion ausübt, oder ggf. der von ihm zur Ausübung der Befugnisse nach § 1 beauftragte Beamte abwesend, so wird der abwesende Beamte durch den Beamten ersetzt,

1° der von dem Generaldirektor der Generaldirektion oder von dem Beamten, der dieses Amt ausübt, dazu bestimmt wird, oder

2° der, falls der unter 1° genannte Beamte abwesend ist, von einem der anderen Generalinspektoren der Generaldirektion oder von dem Beamten, der dieses Amt ausübt, dazu bestimmt wird, und zwar in folgender Rangordnung:

a) entweder der Generalinspektor der Abteilung Beitreibung der Generaldirektion oder der Beamte, der dieses Amt ausübt,

b) oder der Generalinspektor der Abteilung Fahrzeugbesteuerung der Generaldirektion oder der Beamte, der dieses Amt ausübt;

3° oder, falls die unter 1° und 2° genannten Beamten abwesend sind, von dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Finanzen gehören, dazu bestimmt wird.“

#### KAPITEL VI — Schlussbestimmungen

**Art. 9** - Am 30. September 2016 treten:

1° das Dekret vom 28. April 2016 "Coup de Pouce" (Anschubdarlehen);

2° der vorliegende Erlass in Kraft.

**Art. 10** - Der Minister für Wirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 22. September 2016

Der Minister-Präsident  
P. MAGNETTE

#### ANHANG I - OBLIGATORISCHES MUSTER FÜR DIE VEREINBARUNG "COUP DE POUCE"-DARLEHEN"

**Art. 2 §1, Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. September 2016**

#### DARLEHENSVERTRAG "COUP DE POUCE"

(Dekret vom 28 April 2016)

*Der vorliegende Vertrag bildet das Muster gemäß dem wallonischen Dekret vom 28. April 2016 und dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Februar 2016.*

*Zur Erteilung der durch das besagte Dekret betroffene Steuermaßnahme ist es den Parteien nicht erlaubt, es abzuändern oder ein anderes Muster zu verwenden.*

#### ZWISCHEN EINERSEITS:

dem Darlehensgeber (1):

.....  
.....  
.....

*[für einen Darlehensgeber: Name, Vorname, Straße und Nummer, Postleitzahl und Gemeinde, Nationalregisternummer, E-Mail-Adresse]*

im weiteren Verlauf "der Darlehensgeber" genannt,

#### UND ANDERSEITS:

dem Darlehensnehmer (2):

.....  
.....  
.....

*[für einen Darlehensnehmer, der selbständig ist: Name, Vorname, Straße und Nummer, Postleitzahl und Gemeinde, Nationalregisternummer, E-Mail-Adresse, Adresse des Betriebssitzes in der Wallonie und Registrierungsnummer bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen]*

*[für einen Darlehensnehmer, der eine juristische Person ist: Name der juristischen Person, Rechtsform und Anschriften des Gesellschaftssitzes und des Betriebssitzes in der Wallonie, E-Mail-Adresse, Registrierungsnummer bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen, und anschließend Name, Vorname, Straße und Nummer, Postleitzahl und Gemeinde, Nationalregisternummer und Eigenschaft der Personen, die die juristische Person bei dem Abschluss des "Coup de pouce"-Darlehen vertreten.] (3)*

im weiteren Verlauf "der Darlehensnehmer" genannt,

Zusammen "die Parteien" und einzeln "die Partei" genannt;

#### WIRD EIN DARLEHENSVERTRAG UNTER DEN FOLGENDEN BEDINGUNGEN ABGESCHLOSSEN:

Artikel 1 – Gegenstand des Vertrags

Der Darlehensgeber gewährt dem Darlehensnehmer, der es annimmt, gemäß den in dem vorliegenden Vertrag festgelegten Modalitäten, unbeschadet der durch das Dekret vom 28. April 2016 und den Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. September 2016 auferlegten Bedingungen, ein Darlehen mit einem Kapitalbetrag von ..... Euro (4) (..... €) (5)

NB : Der Betrag des "Coup de pouce"-Darlehens (6) sowie der kumulierte Betrag mehrerer "Coup de pouce"-Darlehen dürfen nicht 50.000 EUR je Darlehensgeber übersteigen.

Der Betrag des "Coup de pouce"-Darlehens sowie der kumulierte Betrag mehrerer "Coup de pouce"-Darlehen dürfen nicht 100.000 EUR je Darlehensnehmer übersteigen.

## Artikel 2 – Zweckbestimmung des Darlehens

Das vorliegende Darlehen hat folgende Zweckbestimmung: .....

.....

.....

.....

NB: Nach Artikel 6 des Dekrets vom 28. April 2016 soll der Darlehensnehmer die im Rahmen des "Coup de pouce"-Darlehens verliehenen Gelder ausschließlich für die Durchführung der Tätigkeit seines Betriebs verwenden, unter Ausschluss jeglicher Verwendung zu privaten Zwecken.

Auf keinen Fall darf der Darlehensnehmer die geliehenen Gelder an eine bestehende oder zu gründende juristische Person verleihen, bei der er selbst, sein Ehepartner oder gesetzlich zusammenwohnender Partner Gesellschafter, Aktionär, Verwaltungsratsmitglied, Geschäftsführer, Beauftragter mit dem täglichen Geschäft oder Inhaber eines ähnlichen Mandats innerhalb dieser juristischen Person ist.

Auf keinen Fall darf der Darlehensnehmer die geliehenen Gelder in das Kapital einer bestehenden oder zu gründenden juristischen Person investieren, bei der er selbst, sein Ehepartner oder gesetzlich zusammenwohnender Partner Gesellschafter, Aktionär, Verwaltungsratsmitglied, Geschäftsführer, Beauftragter mit dem täglichen Geschäft oder Inhaber eines ähnlichen Mandats innerhalb dieser juristischen Person ist.

Auf keinen Fall darf der Darlehensnehmer die geliehenen Gelder für die Ausschüttung von Dividenden oder für den Erwerb von Aktien bzw. Anteilen, oder für die Vergabe von Darlehen verwenden.

Der Darlehensgeber erklärt, dass er dem Darlehensnehmer, der dies anerkennt, den geliehenen Kapitalbetrag überwiesen hat. In dieser Hinsicht wird ein beweiskräftiger Kontoauszug dem Antrag auf Registrierung beigefügt.

Beim Fehlen dieses Belegstücks wird dem Darlehensgeber der Genuss der durch das Dekret organisierten Steuermaßnahme aberkannt.

## Artikel 4 – Inkrafttreten und Laufzeit

Das Abschlussdatum des vorliegenden Darlehens ist das Datum der Überweisung durch den Darlehensgeber an den Darlehensnehmer des geliehenen Kapitalbetrags, so wie es auf dem Bankauszug angegeben ist.

Die Laufzeit des Darlehens ist auf 4 (vier) Jahre / 6 (sechs) Jahre / 8 (acht) Jahre (7) ab dem Datum dessen Abschlusses festgelegt.

## Artikel 5 — Zinsen

Das vorliegende Darlehen bringt einen jährlichen festen Zins von ..... vom Hundert (...%).

NB: Der vereinbarte Zinssatz darf weder höher als der am Tag des Darlehensabschlusses geltende gesetzliche Zinssatz noch niedriger als die Hälfte dieses gesetzlichen Zinssatzes sein.

Der Darlehensnehmer hat die Rechtsverpflichtung, von dem Betrag der dem Darlehensgeber gezahlten Zinsen die für diese geschuldete Mobilienvorbelastung abzuziehen, um diese Summe dem föderalen öffentlichen Dienst FINANZEN unmittelbar zu zahlen.

Die Zinsen werden jährlich von dem Darlehensnehmer dem Darlehensgeber mittels einer Banküberweisung am Jahrestag des Darlehensabschlusses gezahlt.

## Artikel 6 – Rückzahlung des Darlehens

Der Darlehensnehmer verpflichtet sich, den geliehenen Kapitalbetrag in einem Mal an dem in Artikel 4 bestimmten Verfalltag zurückzuzahlen.

Es wird keine vorzeitige Teil- oder Gesamtrückzahlung gestattet, es sei denn diese ausschließlich im Rahmen der in Artikel 4 § 2 des Dekrets vom 28. April 2016 erwähnten Hypothesen erfolgt.

Wenn in den in Artikel 4 § 2 des Dekrets vom 28. April 2016 genannten Hypothesen der Darlehensgeber entscheidet, das Darlehen vorzeitig abrufbar zu machen, informiert er den Darlehensnehmer per Einschreiben mit Empfangsbestätigung darüber. Der Darlehensgeber informiert anschließend die SOWALFIN darüber per Einschreiben mit Empfangsbestätigung innerhalb von drei Monaten nach dem Eintreten des Ereignisses, das die Kündigung des Darlehens verursacht hat.

## Artikel 7 - Einzahlungen

Jede Einzahlung, die zugunsten des Darlehensgebers aufgrund des vorliegenden Vertrags zu tätigen ist, wird auf das von diesem unter der IBAN Nummer ..... bei der Bank ..... eröffnete Konto erfolgen.

Jede Einzahlung, die zugunsten des Darlehensnehmers aufgrund des vorliegenden Vertrags zu tätigen ist, wird auf das von diesem unter der IBAN Nummer ..... bei der Bank ..... eröffnete Konto erfolgen.

## Artikel 8 — Nachrangigkeit

Das vorliegende Darlehen ist sowohl gegenüber den zum Zeitpunkt des Abschlusses bereits bestehenden Schulden des Darlehensnehmers als auch seiner zukünftigen Schulden nachrangig (8).

## Artikel 9 – Gemeinsame Erklärungen – Besondere Verpflichtung des Darlehensnehmers

Die Parteien erklären, dass die Angaben des vorliegenden Vertrags richtig, wahrhaftig und vollständig sind.

Der Darlehensgeber und der Darlehensnehmer erklären, jeder für das, was ihn betrifft, dass sie Kenntnis von allen durch das Dekret vom 28. April 2016 und den Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. September 2016 festgelegten Bedingungen haben, dass sie diese erfüllen und während der ganzen Laufzeit des vorliegenden Darlehens weiterhin erfüllen werden.

In diesem Zusammenhang verpflichtet sich der Darlehensnehmer, spätestens am 31. Januar eines jeden Jahres an den Darlehensgeber eine Bescheinigung zu richten, zur Bestätigung, dass er im Laufe des vorigen Jahres alle oben erwähnten Bedingungen erfüllte. Die besagte von dem Darlehensnehmer ausgestellte Bescheinigung muss ebenfalls den Betrag der von dem Darlehensnehmer an den Darlehensgeber während des abgelaufenen Jahres gezahlten Zinsen angeben.

## Art. 10 — Gegenleistung

Die Parteien verzichten darauf, den Anspruch auf jegliche Gegenleistung bezüglich der aufgrund des vorliegenden Erlasses entstandenen rechtliche Beziehung gelten zu lassen.

## Artikel 11 — Ausführlichkeit

Der vorliegende Vertrag bildet die Gesamtheit der zwischen den Parteien abgeschlossenen Abkommen bezüglich des Vertragsgegenstands. Er ergänzt und annulliert jedes voriges mündliches oder schriftliches Abkommen, der zwischen den Parteien zum selben Gegenstand ggf. erfolgt ist.

## Artikel 12 — Unabtretbarkeit

Unbeschadet der durch das Dekret vom 28. April 2016 über das "Coup de pouce"-Darlehen und dessen Ausführungserlasse dürfen weder der vorliegende Darlehensvertrag noch die damit verbundenen Rechte und Verpflichtungen ganz oder teilweise Dritten abgetreten werden.

## Artikel 13 – Fähigkeit der Parteien

Die Parteien erklären und versichern, dass sie fähig und dazu befugt sind, den vorliegenden Vertrag abzuschließen und alle sich daraus ergebenden Verpflichtungen auszuführen.

## Artikel 14 — Notifizierungen

Zwecks der vorliegenden Vereinbarung wählt jede Partei ihren Wohnsitz an ihrem satzungsmäßigen Gesellschaftssitz oder ihrem gesetzlichen Wohnsitz, so wie oben angegeben.

## Artikel 15 – Zuständige Gerichtsbehörden

Alle Streitigkeiten über die Auslegung, Ausführung und Gültigkeit des vorliegenden Vertrags unterliegen der Rechtsprechung der Gerichte des Bezirks des Wohnsitzes des Darlehensnehmers.

## Artikel 16 – Geltendes Recht

Der vorliegende Darlehensvertrag unterliegt dem belgischen Recht.

In .....am ..... in dreifacher Ausfertigung ausgestellt, von denen eine jeder Partei bestimmt ist und eine im Rahmen des Antrags auf Registrierung des "Coup de pouce"-Darlehens der durch Erlass Wallonischen Regierung bestellte Instanz übermittelt wird.

Unterschriften:

Für den Darlehensgeber

Für den Darlehensnehmer

---

 Note

(1) Im Sinne der Artikel 2 und 3 des Dekrets vom 28. April 2016.

(2) Im Sinne der Artikel 2 und 3 des Dekrets vom 28. April 2016.

(3) Eine Kopie des Auszugs der Eintragung in der Europäischen Zentralbank muss unter Gefahr des Verlusts der durch das Dekret eingeräumten Steuermaßnahme dem Antrag auf Registrierung des Darlehens beigefügt werden.

(4) Betrag des Darlehens in Worten

(5) Betrag des Darlehens in Ziffern.

(6) Im Sinne des Dekrets vom 28 April 2016.

(7) Zur Wahl der Dauer unzutreffendes bitte streichen.

(8) So wird bei einer Gläubigerkonkurrenz des Darlehensnehmers vor dem Ende der Darlehenslaufzeit die Forderung des Darlehensgebers erst nach Zahlung der Forderungen der anderen Gläubiger gezahlt. Es wird nur den anderen nachrangigen Gläubigern, wenn diese bestehen, und nämlich, ohne dazu beschränkt zu werden, den anderen Gläubigern, die ein "Coup de pouce"-Darlehen abgeschlossen haben, gegenüber gleich behandelt. Die Nachrangigkeit betrifft nur den Kapitalbetrag und nicht die Zinsen.

---

 Anhang II – ANTRAG AUF REGISTRIERUNG

<b>Art. 2 § 3 Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. September 2016</b>
---

	SOWALFIN SA Avenue Maurice Destenay, 13 B – 4000 LIEGE Belgique  <b>Per Einschreiben mit Empfangsbestätigung</b>
--	---

Sehr geehrte Damen und Herren!

Betreff: "Coup de pouce"-Darlehen (Dekret vom 28. April 2016) - Antrag auf Registrierung

Anbei finden Sie den ordnungsgemäß ausgefüllten und unterzeichneten, kraft Artikel 5 § 2 des Dekrets vom 28. April 2016 und Artikel 2 § 3 des Erlasses der Regierung vom 22. September 2016 aufgestellten Antrag auf Registrierung eines "Coup de Pouce"-Darlehens mit folgenden Anlagen:

- eine der drei ordnungsgemäß ausgefüllten und von beiden Parteien unterzeichneten Originalausfertigungen des Darlehensvertrags nach dem im Erlass der Regierung vom 22. September 2016 festgelegten Muster;

- eine Abschrift des Bankauszugs bezüglich der Einzahlung der geliehenen Summe, dessen Betrag in dem Vertrag angegeben wird;

- eine gemäß dem im Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. September 2016 festgelegten Muster vom Darlehensgeber ausgefertigte ehrenwörtliche Erklärung, nach welcher der Darlehensgeber die Einhaltung, am Datum des Darlehensabschlusses, der gesamten in den Artikeln 3 und 4 § 1 des Dekrets vom 28. April 2016 sowie in seinem Ausführungserlass erwähnten Bedingungen bescheinigt, und durch welche er sich verpflichtet, die SOWALFIN gemäß Artikel 5 §3 und § 4 des Dekrets vom 28. April 2016 über jeden Zustand in Zusammenhang mit diesen Bestimmungen zu informieren;

- eine Bescheinigung der Zentralen Datenbank der Unternehmen zur Bestätigung der Tatsache, dass der Darlehensnehmer tatsächlich existiert, unter Angabe seines Gesellschaftsnamens, Gesellschaftssitzes, des Datums seiner Gründung, seiner Betriebsnummer, seiner Rechtsform, seines bzw. seiner Niederlassungsort(e) in der Wallonischen Region und der Art seiner Tätigkeiten;

- wenn der Darlehensnehmer eine juristische Person ist, eine Kopie der in den Anhängen des *Belgischen Staatsblatts* veröffentlichten Unterlage(n), zum Nachweis dessen, dass der Unterzeichner des Vertrags ggf. mittels mehrerer aufeinanderfolgender Strukturen tatsächlich befugt ist, diese zu verpflichten.

Der gesamte Schriftverkehr in Bezug auf vorliegenden Antrag wird von den Vertragsparteien als gültig betrachtet, wenn er an folgende Anschriften gerichtet wird:

Für den Darlehensnehmer:

- Postanschrift:  
(Vorname, Name, Straße, Hausnummer, Postleitzahl, Ort)
- gültige E-Mail-Adresse:

Für den Darlehensgeber:

- Postanschrift:  
(Vorname, Name, Straße, Hausnummer, Postleitzahl, Ort)
- gültige E-Mail-Adresse:

Hochachtungsvoll.

Geschehen zu ....., am .....

*Vorname, Name, Anschrift des gesetzlichen Wohnsitzes, nationale Nummer des Darlehensgebers, Unterschrift des Darlehensgebers*

**Anhang III - EHRENWÖRTLICHE ERKLÄRUNG DES DARLEHENSGEBERS**

**Art. 2 § 3 Absatz 2 Ziffer 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. September 2016**

Ich, der / die Unterzeichnete, ..... (Name, Vorname),  
Nationalregisternummer .....  
wohnhaft in .....  
Bestätige auf Ehrenwort, dass ich am Datum des Abschlusses des Vertrags bezüglich des Darlehens an Herrn /  
Frau .....

..... (Name, Vorname,  
Wohnsitz und Nationalregisternummer für eine natürliche Person; Gesellschaftsname, Gesellschaftssitz und  
ZDU-Nummer für eine juristische Person), dem vorliegende Bescheinigung beigelegt wird, die gesamten Bedingungen  
nach Artikel 3 und 4 § 1 des Dekrets vom 28. April 2016 und seinen Ausführungserlasses erfülle.

Ich verpflichte mich gemäß Artikel 5 § 3 und § 4 des Dekrets vom 28. April 2016, die SOWALFIN über jede  
Situation, die in diesen Bestimmungen beschrieben ist, zu informieren.

Geschehen zu ..... am .....

Der Darlehensgeber:

Frau/Herr .....  
(Unterschrift)

**Anhang IV - JÄHRLICHE EHRENWÖRTLICHE BESCHEINIGUNG DES DARLEHENSNEHMERS**

**Art. 7 Absatz 2 Ziffer 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. September 2016**

Ich, der/die Unterzeichnete, .....  
.....  
..... (Name, Vorname,  
Wohnsitz und Nationalregisternummer für eine natürliche Person, Gesellschaftsname, Gesellschaftssitz, ZDU-  
Nummer und Identität der Person, die den Darlehensnehmer auf gültige Weise vertritt, für eine juristische Person),  
Bestätige auf Ehrenwort,

- dass ich als Darlehensnehmer am ..... (Datum der Zurverfügungstellung der Gelder) einen Darlehensvertrag  
abgeschlossen habe, mit .....

..... (Name, Vorname und Nationalregisternummer), dem Darlehensgeber, wobei das Darlehen unter der Num-  
mer..... registriert worden ist;

- dass ich im Jahre ..... die jährlichen Zinsen in Höhe von ..... Euro bezahlt habe;
- dass ich im Laufe desselben Jahres die gesamten Bedingungen nach Artikel 3 und 4 § 1 des Dekrets vom  
28. April 2016 und seiner Ausführungserlasse erfüllt habe;

Geschehen zu ..... am .....

Der Darlehensnehmer

Frau/Herr .....

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2016/27279]

**22 SEPTEMBER 2016. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 28 april 2016 betreffende de Lening “Coup de Pouce”**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 20;

Gelet op het decreet van 28 april 2016 betreffende de Lening “Coup de Pouce”, artikelen 5, 7 en 10;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 3 juni 2016;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 22 september 2016;

Gelet op het advies 59.597/2 van de Raad van State, gegeven op 11 juli 2016, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Economie;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijving*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° het decreet : het decreet van 28 april 2016 betreffende de Lening “Coup de Pouce”;

2° de “S.A. SOWALFIN” : de “Société wallonne de financement et de garantie des petites et moyennes entreprises” (Waalse maatschappij voor de financiering en de waarborg van de kleine en middelgrote ondernemingen) opgericht bij notariële akte op 23 september 1985, voorheen “Financière Wallonne des P.M.I” genoemd, opgenomen bij de Kruispuntbank van Ondernemingen onder het nummer 0227.842.904 en waarvan de maatschappelijke zetel is gevestigd in 4000 Liège (Luik), avenue Maurice Destenay 13;

3° de Lening “Coup de Pouce” : de overeenkomst voor een lening in de zin van artikel 2 van het decreet van 28 april 2016;

4° het Directoraat-generaal : het Operationele directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst.

HOOFDSTUK II. — *Sluiting en procedure voor de registratie van de Lening “Coup de Pouce”*

**Art. 2.** § 1. De Lening “Coup de Pouce” wordt opgesteld aan de hand van het model opgenomen in bijlage I ingevuld per e-mail vanaf de website [www.pretcoupdepouce.be](http://www.pretcoupdepouce.be).

Onverminderd artikel 5 kan het model bedoeld in het eerste lid niet door de partijen worden gewijzigd zowel tijdens het sluiten van de overeenkomst als tijdens de uitvoering ervan.

§ 2. De Lening “Coup de Pouce” wordt in drie originele documenten opgemaakt, voorzien van de schriftelijke handtekening van beide partijen, waarvan één bestemd is voor elke partij en één aan de SOWALFIN wordt overgemaakt.

§ 3. De kredietgever richt aan de SOWALFIN een aanvraag tot registratie van de Lening “Coup de Pouce” aan de hand van het model opgenomen in bijlage II, ingevuld en ondertekend, binnen de drie maanden die volgen op de datum dat de geldmiddelen ter beschikking worden gesteld of op de inwerkingtreding van dit besluit, bij aangetekend schrijven met ontvangstbericht. De verzending van de aanvraag tot registratie mag in ieder geval niet later zijn dan 31 december 2017.

De kredietgever voegt het volgende bij aan de aanvraag tot registratie van de Lening “Coup de Pouce” :

1° een origineel exemplaar van de overeenkomst, ingevuld en ondertekend door beide partijen;

2° een afschrift van het uittreksel van de bankrekening betreffende de uitbetaling van het geleende bedrag en waarvan de som in de overeenkomst wordt vermeld;

3° een attest op erewoord, opgesteld overeenkomstig het model opgenomen in bijlage III, waarin de kredietgever de naleving bevestigt, op de datum van de sluiting van de lening, van het geheel van de voorwaarden bedoeld in de artikelen 3 en 4, § 1, van het decreet van 28 april 2016 alsook bij zijn uitvoeringsbesluit en waarbij hij de verbintenis aangaat om de SOWALFIN in kennis te stellen, overeenkomstig artikel 5, §§ 3 en 4, van het decreet van 28 april 2016, van elke toestand bedoeld in deze laatste bepalingen;

4° een uittreksel van de Kruispuntbank van Ondernemingen ter bevestiging van het bestaan van de kredietnemer en waarin het volgende wordt vermeld : zijn handelsnaam, zijn maatschappelijke zetel, zijn oprichtingsdatum, zijn ondernemingsnummer, zijn rechtsvorm, zijn bedrijfszetel(s) in het Waalse Gewest en de aard van zijn activiteiten;

5° indien de kredietnemer een rechtspersoon is, het afschrift van het of de document(en) bekendgemaakt in de bijlagen van het *Belgisch Staatsblad* waarbij bewezen wordt dat de ondertekenaar van de overeenkomst effectief gerechtigd is, desgevallend binnen verschillende opeenvolgende structuren, om in naam van deze op te treden.

§ 4. De SOWALFIN richt de aanvraag uitgebracht overeenkomstig paragraaf 3 en zijn bijlagen aan het Directoraat-generaal binnen tien werkdagen na ontvangst van de aanvraag.

Het Directoraat-generaal gaat over tot de verificatie en de controle van het geheel van de voorwaarden gesteld door het decreet van 28 april 2016 binnen de maand die volgt op de verzending bedoeld in het vorig lid.

**Art. 3.** § 1. De leningen waarvan de registratieaanvraag wordt teruggezonden binnen de termijn bedoeld in artikel 2, § 3, eerste lid, en waaraan de bijlagen bedoeld in artikel 2, § 3, tweede lid worden toegevoegd, zijn, behoudens andersluidend advies van het Directoraat-generaal gericht aan de SOWALFIN vóór het verstrijken van de termijn bedoeld in artikel 2, § 4, tweede lid, geregistreerd door laatstgenoemde binnen de twee maanden die volgen op de ontvangst van de registratieaanvraag.

De registratie bestaat uit de toekenning aan de Lening “Coup de Pouce” van een registratiereferentie bestaande uit een sequentiële en individueel identificatienummer alsook uit een registratiedatum.

§ 2. De SOWALFIN geeft kennis van de registratiereferentie aan de kredietgever en aan het Directoraat-generaal bij aangetekend schrijven met ontvangstbericht of aan de hand van een e-mail.

De kennisgeving bedoeld in het eerste lid wordt uitgevoerd aan het postadres of het e-mail adres van de kredietgever, vermeld in de registratieaanvraag, of, in het geval van adresverandering, op het nieuwe adres dat de kredietgever vooraf meegedeeld heeft aan de SOWALFIN bij aangetekend schrijven met ontvangstbericht.

§ 3. Wanneer de registratie niet wordt toegekend, brengt de SOWALFIN de kredietgever en het Directoraat-generaal daarvan op de hoogte, binnen de termijn bedoeld in paragraaf 1 en volgens de modaliteiten bedoeld in paragraaf 2. In het geval van andersluidend advies van het Directoraat-generaal wordt een afschrift van dit advies toegevoegd bij deze kennisgeving.

**Art. 4.** De partijen bij de Lening “Coup de Pouce” informeren de SOWALFIN, bij aangetekend schrijven met ontvangstbericht, over elke wijziging van postadres, e-mail adres, of bankgegevens binnen drie maanden na de wijziging.

#### HOOFDSTUK III. — *Vervroegde opeisbaarheid van de lening “Coup de Pouce”*

**Art. 5.** § 1. In de gevallen bedoeld in artikel 4, § 2, van het decreet van 28 april 2016, stelt de kredietgever de lening vervroegd opeisbaar door de kredietnemer te informeren bij aangetekend schrijven met ontvangstbericht.

§ 2. Wanneer de lening vervroegd opeisbaar wordt gesteld overeenkomstig artikel 4, § 2, van het decreet van 28 april 2016, stelt de kredietgever de SOWALFIN in kennis daarvan, bij aangetekend schrijven met ontvangstbericht, binnen drie maanden van het voorkomen van het evenement dat aan de basis ligt van de kennisgeving vermeldt de referentie van de registratie van de lening.

De SOWALFIN bericht ontvangst daarvan t.o.v. de kredietgever, binnen de maand te rekenen van de ontvangst van deze kennisgeving, per brief of aan de hand van een e-mail die de referentie van de registratie vermeldt, en brengt gelijktijdig het Directoraat-generaal daarvan op de hoogte volgens dezelfde modaliteiten en binnen de dezelfde termijn.

#### HOOFDSTUK IV. — *Niet-naleving van de voorwaarden betreffende de Lening “Coup de Pouce”*

**Art. 6.** Wanneer hij één van de voorwaarden bedoeld in de artikelen 3 en 4, § 1, van het decreet van 28 april 2016, niet meer vervult, geeft de kredietgever de SOWALFIN kennis daarvan, bij aangetekend schrijven met ontvangstbericht, binnen drie maanden na het voorkomen van het evenement dat aan de basis ligt van de niet-naleving van de voorwaarde. Deze kennisgeving vermeldt de referentie van de registratie van de lening.

De SOWALFIN bericht ontvangst daarvan t.o.v. de kredietgever, binnen de maand van de ontvangst van de kennisgeving, per brief of aan de hand van een e-mail die de referentie van de registratie vermeldt, en brengt gelijktijdig het Directoraat-generaal daarvan op de hoogte volgens dezelfde modaliteiten en binnen de dezelfde termijn.

#### HOOFDSTUK V. — *Jaarlijkse bewijslevering en controle*

**Art. 7.** Voor elk jaar waarin hij het voordeel van het belastingkrediet eist, vermeldt de kredietgever in het daarvoor voorziene vak in zijn belastingsaangifte de bedragen uitgeleend krachtens één of meerdere geregistreerde Leningen “Coup de Pouce”, na aftrek van de eventuele vroegtijdige terugbetalingen verricht in één van de hypothesen bedoeld in artikel 4, § 2, van het decreet van 28 april 2016 tijdens dit belastbare tijdperk, alsook de datum waarop de geldmiddelen van de Lening(en) “Coup de Pouce” ter beschikking worden gesteld.

Daarnaast houdt de kredietgever voor elk jaar waarin hij het voordeel van het belastingkrediet eist, de volgende stukken ter beschikking van de Federale Overheidsdienst Financiën :

1° de aanvraag tot registratie en de bijlagen bedoeld in artikel 2, § 3, alsook de kennisgeving bedoeld in artikel 3, § 2;

2° het uittreksel van de bankrekening waarbij de jaarlijkse betaling van de rente van de lening, door de kredietnemer aan de kredietgever, wordt bewezen;

3° een attest op erewoord, jaarlijks uitgegeven door de kredietnemer, opgesteld overeenkomstig het model opgenomen in bijlage IV, waarin de kredietnemer de uitbetaling van de jaarlijkse rente van de lening, en het bedrag ervan, bevestigt zoals vermeld in het bankuittreksel bedoeld in 2°, alsook de naleving, tijdens het betrokken jaar, van het geheel van de voorwaarden bedoeld in de artikel 3 en 4, § 1, van het decreet van 28 april 2016, alsook door zijn uitvoeringsbesluit;

4° vanaf het jaar waarin de Lening “Coup de Pouce” vervroegd opeisbaar werd gesteld overeenkomstig artikel 4, § 2, van het decreet van 28 april 2016, het afschrift van het aangetekend schrijven bedoeld in artikel 5, § 1, waaraan het verzendingsbewijs of het ontvangstbewijs wordt toegevoegd.

Wat punt 2° betreft, is het uittreksel van de bankrekening niet vereist, indien, tijdens het bedoelde jaar, geen enkele rente effectief werd uitbetaald aan de kredietgever.

Wat punt 3° betreft, is het attest niet vereist indien, tijdens het bedoelde jaar, de kredietnemer zich in één van de in artikel 4, § 2, van het decreet van 28 april 2016 bedoelde toestanden heeft bevonden of wanneer hij niet meer over zijn maatschappelijke zetel, noch over een bedrijfszetel op het grondgebied van het Waalse Gewest beschikt.

**Art. 8.** § 1. Op elke vordering van de personeelsleden bedoeld in paragraaf 2, binnen de maand te rekenen van de derde werkdag die volgt op de verzending van de aanvraag, delen de partijen schriftelijk alle inlichtingen mee en, zonder verplaatsing, alle documenten die bevestigen dat de voorwaarden voor de toekenning en het behoud van het belastingkrediet bedoeld in artikel 8 van het decreet van 28 april 2016 zijn vervuld.

De termijn bedoeld in het eerste lid kan om wettige redenen worden verlengd.

§ 2. De inspecteur-generaal van het Departement Algemene Fiscaliteit van het Directoraat-generaal of de door hem afgevaardigde ambtenaar kan van de partijen de inlichtingen en documenten bedoeld in paragraaf 1 vorderen.

Hij kan deze bevoegdheden aan andere ambtenaren van de administratie overdragen.

§ 3. Bij afwezigheid van de inspecteur-generaal van het Departement Algemene Fiscaliteit van het Directoraat-generaal of van de ambtenaar die deze functie uitoefent, en van de eventueel door hem afgevaardigde ambtenaar om de bevoegdheden van paragraaf 1 uit te oefenen, wordt de afwezige ambtenaar vervangen door de ambtenaar aangewezen :

1° hetzij door de directeur-generaal van het Directoraat-generaal of de ambtenaar die deze functie uitoefent;

2° hetzij, bij afwezigheid van de ambtenaar bedoeld in punt 1°, door één van de andere inspecteuren-generaal van het Directoraat-generaal of de ambtenaar die deze functie uitoefent, in onderstaande volgorde :

a) hetzij de inspecteur-generaal van het Departement Invordering van het Directoraat-generaal of de ambtenaar die deze functie uitoefent;

b) hetzij de inspecteur-generaal van het Departement Voertuigenfiscaliteit van het Directoraat-generaal of de ambtenaar die deze functie uitoefent;

3° hetzij, in het geval van afwezigheid van de ambtenaren bedoeld in de bovenstaande punten 1° en 2°, door de Minister die Financiën in zijn bevoegdheid heeft.

#### HOOFDSTUK VI. — Slotbepalingen

**Art. 9.** Treden in werking op 30 september 2016 :

1° het decreet van 28 april 2016 betreffende de Lening “Coup de Pouce”;

2° dit besluit.

**Art. 10.** De Minister van Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 22 september 2016.

De Minister-President,  
P. MAGNETTE

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,  
J-C. MARCOURT

#### BIJLAGE I – VERPLICHT MODEL VOOR DE OVEREENKOMST LENING « COUP DE POUCE »

**Art. 2, § 1, lid 1, van het besluit van de Waalse Regering van 22 september 2016**

#### OVEREENKOMST VOOR EEN LENING « COUP DE POUCE »

(Decreet van 28 april 2016)

*Deze overeenkomst vormt het model, vastgesteld krachtens het Waals decreet van 28 april 2016 en van het besluit van de Waalse Regering van 22 februari 2016.*

*Met het oog op de toekenning van de fiscale maatregel bedoeld bij dit decreet kan geen enkele partij deze overeenkomst wijzigen of een ander model gebruiken.*

#### **TUSSEN ENERZIJD :**

De kredietgever (1) :

.....  
.....  
.....

*[voor een kredietgever : naam, voornaam, straat en nummer, postcode en gemeente, rijksregisternummer, e-mailadres]*

hierna de « kredietgever » genoemd

#### **EN, ANDERZIJD :**

De kredietnemer (2) :

.....  
.....  
.....

*[voor een kredietnemer die zelfstandige is : naam, voornaam, straat en nummer, postcode en gemeente, Rijksregisternummer, e-mailadres, adres van de bedrijfszetel in Wallonië en registratienummer bij de Kruispuntbank van Ondernemingen]*

*[voor een kredietnemer die een rechtspersoon is : naam van de rechtspersoon, rechtsvorm en adres van maatschappelijke en bedrijfszetel in Wallonië, e-mailadres, registratienummer bij de Kruispuntbank van Ondernemingen gevolgd door de naam, voornaam, straat en nummer, postcode en gemeente, Rijksregisternummer en hoedanigheid van de personen die de rechtspersoon vertegenwoordigen bij het sluiten van de overeenkomst « Prêt Coup de Pouce ».] (3)*

hierna « de kredietnemer » genoemd

Samen « partijen » genoemd, individueel « de partij » genoemd;

#### **WORDT EEN KREDIETOVEREENKOMST GESLOTEN ONDER VOLGENDE VOORWAARDEN :**

Artikel 1 – Voorwerp van de overeenkomst

De kredietgever kent de kredietnemer, die aanvaardt, een lening toe met een bedrag in hoofdsom van..... euro (4) (..... €) (5), overeenkomstig de nadere regels bepaald in deze overeenkomst, onverminderd de voorwaarden van het decreet van 28 april 2016 en van het besluit van de Waalse Regering van 22 september 2016.

N.B. : Het bedrag van de Lening « Coup de Pouce » (6), evenals het samengeteld bedrag van meerdere overeenkomsten Lening « Coup de Pouce », mogen niet meer bedragen dan 50.000 EUR per kredietgever.

Het bedrag van de Lening « Coup de Pouce », evenals het samengeteld bedrag van meerdere overeenkomsten Lening « Coup de Pouce », mogen niet meer bedragen dan 100.000 EUR per kredietnemer.



## Artikel 2 – Aanwending van het krediet

Deze lening wordt aangewend om ...

.....

.....

.....

N.B. : Bij artikel 6 van het decreet van 28 april 2016 wordt gesteld dat de kredietnemer de in het kader van de lening geleende of ter beschikking gestelde middelen uitsluitend aanwendt voor ondernemingsdoeleinden, onder uitsluiting van elke aanwending voor privé-doeleinden.

De kredietnemer leent de geleende geldmiddelen niet aan een bestaande of op te richten rechtspersoon waarvan hijzelf, zijn echtgenoot/ote of wettelijk samenwonende partner, venoot, aandeelhouder, bestuurder, zaakvoerder, verantwoordelijke voor het dagelijkse beheer of houder van een vergelijkbaar mandaat binnen die rechtspersoon is.

De kredietnemer investeert de geleende geldmiddelen niet in het kapitaal van een bestaande of op te richten rechtspersoon waarvan hijzelf, zijn echtgenoot/ote of wettelijk samenwonende partner, vennoot, aandeelhouder, bestuurder, zaakvoerder, verantwoordelijke voor het dagelijkse beheer of houder van een vergelijkbaar mandaat binnen die rechtspersoon is.

De kredietnemer gebruikt niet de geleende geldmiddelen voor een verdeling van dividenden of voor de aankoop van acties of aandelen, noch voor het toestaan van een lening.

## Artikel 3 – Vrijgave van gelden

De kredietgever bevestigt dat hij het in hoofdsom geleende bedrag heeft gestort aan de kredietnemer, die zulks erkent. Daartoe wordt een afschrift van een rekeningsuittreksel ter staving bij de registratie-aanvraag gevoegd.

Indien dit bewijsstuk ontbreekt, wordt het voordeel van de fiscale maatregel waarin het decreet voorziet, aan de kredietnemer ontzegd.

## Artikel 4 – Inwerkingtreding en duur

De datum waarop deze lening gesloten wordt, is de datum waarop het in hoofdsom geleende bedrag zoals uit het bankrekeninguittreksel blijkt door de kredietgever aan de kredietnemer gestort wordt.

De duur van de lening wordt vastgesteld op 4 (vier) jaar / 6 (zes) jaar / 8 (acht) jaar (7) te rekenen van de datum van sluiting ervan.

## Artikel 5 – Rentevoet

Deze lening brengt een jaarlijkse vaste rentevoet van ... percent (...%) op.

N.B. : Die rentevoet mag niet hoger zijn dan de wettelijke rentevoet die van kracht is op de datum waarop de lening gesloten wordt, en mag niet lager zijn dan de helft van dezelfde wettelijke rentevoet.

De kredietnemer moet wettelijk de roerende voorheffing, verschuldigd op het bedrag van de aan de kredietgever gestorte rente, ervan aftrekken om die som rechtstreeks te sorten aan FOD - FINANCIËN.

De rente wordt jaarlijks op de datum waarop het sluiten van de lening verjaart, door de kredietnemer aan de kredietgever gestort middels een bankoverschrijving.

## Artikel 6 – Terugbetaling van de lening

De kredietnemer verbindt zich ertoe het in hoofdsom geleende bedrag in één keer, op de vervaldatum ervan, zoals bepaald in artikel 4, terug te betalen.

Er wordt geen enkele gehele noch gedeeltelijke vervroegde terugbetaling toegelaten, tenzij dit gebeurt mits de strikte inachtneming van de gevallen bedoeld in artikel 4, § 2, van het decreet van 28 april 2016.

Wanneer de kredietgever in de gevallen vermeld in artikel 4, § 2, van het decreet van 28 april 2016 de lening vervroegd opeisbaar wil maken, licht hij de kredietnemer daar bij ter Post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst over in. De kredietgever licht daar vervolgens SOWALFIN bij aangetekende zending met bericht van ontvangst binnen de drie maanden van het voorvallen van de gebeurtenis die aan de oorsprong van de opzegging van de lening ligt, over in.

## Artikel 7 – Storting

Elke storting die krachtens deze overeenkomst ten bate van de kredietgever dient te worden gedaan, wordt uitgevoerd op de bankrekening door laatstgenoemde geopend op IBAN-nummer ..... bij de bank .....

Elke storting die krachtens deze overeenkomst ten bate van de kredietnemer dient te worden gedaan, wordt uitgevoerd op de bankrekening door laatstgenoemde geopend op IBAN-nummer ..... bij de bank .....

## Artikel 8 – Rangorde

Deze lening is in rangorde ondergeschikt aan zowel de schulden die de kredietnemer reeds op het ogenblik van sluiten van eerstgenoemde verschuldigd is als zijn toekomstige schulden (8).

## Artikel 9 – Gemeenschappelijke verklaringen – Bijzondere verbintenis van de kredietnemer

Partijen verklaren dat de bewoordingen van deze overeenkomst oprecht, waar en volledig zijn.

De kredietgever en de kredietnemer verklaren elk wat hem betreft dat ze kennis hebben van de gezamenlijke voorwaarden gesteld bij het decreet van 28 april 2016 en het besluit van de Waalse Regering van 22 september 2016, dat ze deze vervullen en dat ze deze zullen blijven vervullen tijdens de gehele duur van deze lening.

In dat verband verbindt de kredietnemer zich ertoe, de kredietgever uiterlijk jaarlijks op 31 januari een attest te laten geworden waarin hij bevestigt dat hij in het afgelopen jaar de gezamenlijke voorwaarden waarvan hierboven sprake vervulde. Dit attest, uitgaande van de kredietnemer, dient eveneens melding te maken van het bedrag van de rente door de kredietgever tijdens het afgelopen jaar aan de kredietnemer gestort.

## Artikel 10 – Compensatie

Partijen zien af van elke aanspraak op het voordeel van enigerlei compensatie wat betreft de juridische relatie ontstaan uit deze lening.

## Artikel 11 – Volledigheid

Deze overeenkomst vormt de totaliteit van de akkoorden die partijen hebben gesloten betreffende de inhoud van deze. Deze overeenkomst vervangt en heft elk vroeger akkoord, schriftelijk dan wel mondeling, op die partijen over hetzelfde voorwerp zou binden.

## Artikel 12 – Onmogelijkheid tot afstand

Onverminderd de gevallen voorbehouden bij het decreet van 28 april 2016 betreffende de Lening « Coup de Pouce » en zijn uitvoeringbesluiten kunnen noch deze leningovereenkomst noch de eraan gekoppelde rechten en plichten noch geheel noch gedeeltelijk aan derden worden afgestaan.

## Artikel 13 – Handelingsbevoegdheid van partijen

Partijen verklaren en waarborgen dat ze bevoegd en gemachtigd zijn om deze overeenkomst te sluiten en alle daaruit voortvloeiende verplichtingen uit te voeren.

## Artikel 14 – Kennisgevingen

Ten behoeve van deze overeenkomst doet elke partij woonstkeuze in haar statutaire bedrijfszetel of in haar wettelijke woonst zoals aangegeven als hoofding boven deze overeenkomst.

## Artikel 15 – Bevoegde rechtbanken

Welk geschil dan ook over de interpretatie, de uitvoering en de geldigheid van deze overeenkomst valt onder de bevoegdheid van het arrondissement van de woonst van de kredietnemer.

## Artikel 16 – Geldend recht

Deze leningovereenkomst valt onder Belgisch recht.

Opgemaakt te ..... op ..... in drie originele exemplaren, waarvan één voor elke partij en één voor de bij besluit van de Waalse Regering aangewezen instantie met het oog op de registratie-aanvraag met betrekking tot de « Prêt Coup de Pouce ».

Handtekeningen :

Voor de kredietgever

Voor de kredietnemer

---

 Nota

- (1) In de zin van de artikelen 2 en 3 van het decreet van 28 april 2016.
- (2) In de zin van de artikelen 2 en 3 van het decreet van 28 april 2016.
- (3) Een afschrift van het uittreksel van inschrijving bij de KBO dient op straffe van verlies van de fiscale maatregel toegekend bij het decreet, bij de aanvraag tot registratie van de lening worden gevoegd.
- (4) Bedrag van lening in volle letters.
- (5) Bedrag van lening in cijfers.
- (6) In de zin van het decreet van 28 april 2016.
- (7) Le choix de la durée doit être opéré et bifant les mentions inutiles.
- (8) Zo wordt de schuldvordering van de kredietgever bij samenloop tussen de schuldeisers van de kredietnemer voor het einde van de duur van de lening enkel ingelost na betaling van de schuldvordering van de andere schuldeisers. Hij wordt enkel op gelijke voet met de andere ondergeschikte schuldeisers behandeld, indien ze bestaan en meer bepaald zonder er beperkt te zijn, met alle andere schuldeisers die een Lening « Coup de Pouce » gesloten hebben, ongeacht of hun lening ontstond voor of na het sluiten van huidige lening. Het ondergeschikte karakter betreft enkel het bedrag in hoofdsom en niet de interest.

---

 Bijlage II – REGISTRATIE-AANVRAAG

<b>Art. 2, § 3, lid 1, van het besluit van de Waalse Regering van 22 september 2016</b>
---

	SOWALFIN SA Avenue Maurice Destenay, 13 B – 4000 LUIK België  <b>Aangetekend met bericht van ontvangst</b>
--	---

Geachte mevrouw, geachte heer,

Betreft : Lening « Coup de Pouce » (Decreet van 28 april 2016) – Registratie-aanvraag

Hierbij wordt de registratie-aanvraag voor de Lening « Coup de Pouce » behoorlijk ingevuld en ondertekend gevoegd, zoals opgesteld krachtens artikel 5, § 2, van het decreet van 28 april 2016 en artikel 2, § 3, van het besluit van de Waalse Regering van 22 september 2016, samen met volgende bijlagen :

- één van de drie originele exemplaren van de leningsovereenkomst, opgesteld volgens het model bepaald bij het besluit van de Waalse Regering van 22 september 2016, ingevuld en ondertekend door beide partijen;
- een afschrift van het rekeningsuittreksel waarop de storting is afgedrukt van de geleende som waarvan het bedrag in de leningsovereenkomst opgegeven is;
- een attest op erewoord van de kredietgever, volgens het model bepaald bij het besluit van de Waalse Regering van 22 september 2016 waarin bevestigd wordt dat de gezamenlijke voorwaarden bedoeld in artikelen 3 en 4, § 1, van het decreet van 28 april 2016 en het uitvoeringsbesluit ervan op datum van het sluiten van de lening in acht genomen zijn, en waarbij bedoelde kredietgever zich ertoe verbindt SOWALFIN overeenkomstig artikel 5, §§ 3 en 4, van het decreet van 28 april 2016 in te lichten over elke toestand beoogd bij laatstgenoemde bepalingen;
- een uittreksel van de Kruispuntbank der Ondernemingen waaruit het bestaan van de kredietnemer blijkt en waarin zijn handelsnaam, zijn bedrijfszetel, de oprichtingsdatum, zijn bedrijfsnummer, zijn rechtsvorm, zijn vestigingsplaats(en) in het Waalse Gewest en de aard van zijn activiteiten vermeld zijn;
- wanneer de kredietnemer een rechtspersoon is, het afschrift van het (de) document(en) bekendgemaakt in de Bijlagen bij het *Belgisch Staatsblad* waaruit blijkt dat de ondertekenaar van de overeenkomst er daadwerkelijk toe gemachtigd is, deze in voorkomend geval via opeenvolgende structuren te binden.

Elke briefwisseling in verband met deze aanvraag wordt door overeenkomstsluitende partijen beschouwd als rechtsgeldig uitgevoerd op volgende adressen.

Voor de kredietnemer :

- postadres :  
(voornaam, naam, straat, nummer, postcode, plaats)

- geldig e-mailadres :

Voor de kredietgever :

- postadres :  
(voornaam, naam, straat, nummer, postcode, plaats)

- geldig e-mailadres :

Hoogachtend

Opgemaakt te ..... op .....

*Voor naam, Naam, Wettelijk adres woonst, Rijksregisternummer kredietgever,*

*Handtekening kredietgever*

**Bijlage III – ATTEST OP EREWOORD VAN DE KREDIETGEVER**

**Art. 2, § 3, lid 2, 3°, van het besluit van de Waalse Regering van 22 september 2016**

Ik, ondergetekende, (naam, voornaam) met als Rijksregisternummer....., gedomicilieerd in.....

Verklaar op erewoord dat ik op de datum van het sluiten van de leningovereenkomst toegekend aan .....

..... (naam, voornaam,

woont en Rijksregisternummer voor een natuurlijke persoon; handelsnaam, maatschappelijke zetel en KBO-nummer voor een rechtspersoon) en waaraan dit attest wordt toegevoegd, de gezamenlijke voorwaarden naleef zoals gesteld in de artikelen 3 en 4, § 1, van het decreet van 28 april 2016 en uitvoeringsbesluiten ervan.

Ik verbind me ertoe SOWALFIN overeenkomstig artikel 5, §§3 en 4, van het decreet van 28 april 2016 over elke toestand bedoeld in laatstgenoemde bepalingen daarover in te lichten.

Opgemaakt te ..... op .....

De kredietgever :

Mevrouw/De heer .....

*(handtekening)*

**Bijlage IV – JAARLIJKSE VERKLARING OP EREWOORD VAN DE KREDIETNEMER**

**Art. 7, lid 2, 3°, van het besluit van de Waalse Regering van 22 september 2016**

Ik, ondergetekende,

.....  
.....  
..... (naam, voornaam,

woont en Rijksregisternummer voor een natuurlijke persoon; handelsnaam, maatschappelijke zetel en KBO-nummer voor een rechtspersoon en identiteit van de persoon die rechtsgeldig de kredietnemer vertegenwoordigt voor een rechtspersoon).

Verklaar op erewoord :

- Een leningovereenkomst gesloten te hebben in de hoedanigheid van kredietnemer met ... (naam, voornaam en Rijksregisternummer), kredietgever, op ... (datum van overdracht van de middelen), waarbij deze lening geregistreerd werd onder het nummer ...;

- Daadwerkelijk de jaarlijkse intrest betaald te hebben, ten bedrage van ... euro tijdens het jaar ...;

- In de loop van hetzelfde jaar de gezamenlijke voorwaarden gesteld in de artikelen 3 en 4, § 1, van het decreet van 28 april 2016 en uitvoeringsbesluiten ervan te hebben nageleefd;

Opgemaakt te ..... op .....

De kredietnemer

Mevrouw/De heer .....

*(handtekening)*